En finir avec la croissance

Les Chemins de la transition, pour en finir avec ce vieux monde, ouvrage collectif coordonné par Dominique Méda, Thomas Coutrot et David Flacher, éditions Utopia, 280 p., 9 euros.

Quels seraient les chemins d'un autre développement ? Une vingtaine de chercheurs tentent d'y répondre et de nourrir un débat indispensable.

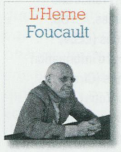
Utopistes, les promoteurs d'un modèle de développement non obsédé par la croissance ? Pas au point de négliger *« la question clé des transitions »*, pour se diriger en douceur vers un système où moins de production et moins de consommation garantiront l'épanouissement de l'être humain et la préservation de son environnement naturel. C'est à cette tâche de définir *« les chemins de la transition, pour en finir avec ce vieux monde »*, qu'une vingtaine de chercheurs se sont attelés dans un livre coordonné par Dominique Méda, Thomas Coutrot et David Flacher. Ces sociologues et économistes sont loin de correspondre au cliché de l'hurluberlu fainéant dont on use habituellement pour dénigrer les détracteurs de la croissance économique. Malgré la diversité de leurs horizons théoriques, politiques et même nationaux, tous partagent le constat que notre mode de développement est à l'origine de la crise multidimensionnelle qui traverse nos sociétés. Érigée comme le moyen d'atteindre le bien-être et le développement humain, la croissance économique a débouché sur une crise économique, écologique, sociale, et plus profondément, une crise de sens. À la lumière du rapport remis par l'économiste Tim Jackson au gouvernement britannique en 2009, l'urgence environnementale rend caduque l'idée de *« moraliser, réguler ou verdir à moindres frais »* ce modèle. Face à ce constat, le fatalisme n'est pas de mise. Une formidable occasion nous est donnée de penser un projet de société qui valoriserait *« les êtres humains, la qualité de leurs liens et de leur vie, la cohésion des sociétés dans lesquelles ils vivent et l'égalité de leur condition »*.

À quoi ressemblerait ce monde où la prospérité ne serait pas synonyme de croissance ? L'économiste David Flacher, membre d'Utopia, un mouvement ancré dans l'écologie politique et l'altermondialisme, envisage une économie décomposée en deux sphères. Une sphère publique établissant un accès gratuit à la production des biens et des services communs (éducation, soins, ressources en eau…), et une sphère marchande réduite pour préserver l'initiative privée. Mais celle-ci serait déconnectée de la logique d'accumulation et de maximisation du profit en vertu des principes de l'économie sociale et solidaire : démocratisation de la prise de décision dans l'entreprise, droit de regard des consommateurs, limitation de la concentration de la propriété, réforme du financement de l'économie par un système bancaire socialisé. Les logiques de subordination et d'exploitation liées au salariat seraient ainsi évacuées au profit de logiques de coopération.
Cette économie de petite taille privilégierait un travail de qualité, émancipateur et socialement utile, au détriment de l'impératif de productivité. On s'éloignerait ainsi de l'attachement des sociétés modernes à la croissance et de la croyance que celle-ci est nécessaire aux créations d'emplois. Mais une décroissance des économies n'entraînerait ni récession ni chômage, si elle s'accompagnait de transformations majeures dans la structure de l'emploi et dans l'organisation du travail.
En préférant la qualité des produits et des services rendus, en réduisant massivement les temps de travail et la division des tâches, en relocalisant les économies, celles-ci s'engageraient vers une reconversion dans des activités plus intensives en main-d'œuvre.

Le travail perdrait alors la centralité de son rôle dans la vie des individus, en tant que source unique de richesse. D'autres temps sociaux seraient valorisés, comme les activités familiales, amicales, politiques et les loisirs. Bruno Théret envisage, par exemple, de dédier une partie des RTT à la réalisation d'activités politiques et de service public. Une partie de l'impôt serait ainsi payée sous la forme d'une participation citoyenne au fonctionnement des administrations publiques, favorisant la socialisation politique directe des individus. Un revenu d'existence, étudié à partir des dernières intuitions d'André Gorz, pourrait garantir à tous des conditions de vie décentes, tout en les encourageant à se lancer dans l'essor d'activités économiques parallèles, autonomes ou coopératives.

ESSAI

Dans l'atelier Foucault



Foucault, collectif, dirigé par Philippe Artières, Jean-François Bert, Frédéric Gros et Judith Revel, « Les Cahiers de l'Herne », éd. de L'Herne, 416 p., 39 euros.

Un ouvrage collectif donne à voir les multiples facettes du philosophe au travail.

Plus de vingt-cinq ans après la brusque disparition – due au sida – de Michel Foucault, les exigeants *Cahiers de l'Herne* consacrent aujourd'hui à celui qui fut l'un des plus importants philosophes de la seconde moitié du XX[e] siècle un opus de leur collection. D'emblée, on se surprend à s'interroger : un tel *Cahier* n'avait jamais été réalisé auparavant ? Non. Cette parution s'inscrit en fait dans l'évolution de cette prestigieuse série de *« grandes monographies critiques »*, dédiée principalement, à l'origine, aux auteurs de littérature, et qui s'est élargie par la suite à des figures des sciences sociales contemporaines. Les meilleurs (à la fois les plus dynamiques et sans doute parmi les moins académiques) des spécialistes de l'auteur de *la Volonté de savoir* (Philippe Artières, Jean-François Bert, Frédéric Gros, Pascal Michon, Mathieu Potte-Bonneville, Judith Revel…) ont été réunis pour ce numéro.

Outre de passionnants entretiens avec des personnalités ayant croisé Michel Foucault, travaillé, milité ou simplement été ami avec lui, et des contributions plus analytiques sur de nombreuses facettes du travail du philosophe, le volume est d'abord construit autour de *« l'archive du travail foucaldien »*. Archive d'une pensée vivante, diverse, multiforme. Archive de *« l'atelier »* Foucault, d'une recherche en train de se faire, qui permet de *« comprendre la manière dont [il] articulait la lecture et l'écriture, travaillait en bibliothèque, rédigeait certains de ses livres, effectuait ses recherches seul ou en équipe, reprenait des travaux antérieurs, lançait des projets de recherche, etc. »*.
Les auteurs de ce *Cahier*, à travers la reproduction de manuscrits ou tapuscrits la plupart inédits, s'essaient donc essentiellement à présenter un *« Foucault au travail »*, intervenant sans cesse aussi dans *« l'actualité de son temps »*, à partir duquel ils parviennent à *« construire une* posture philosophique *nouvelle, surprenante, délibérément décalée »* du philosophe. Projet collectif ambitieux mais parachevé avec brio. On voit ainsi, d'un côté, combien ces *« traces »*, *« véritable creuset de la pensée foucaldienne »*, renseignent aussi sur les *« conditions matérielles, chronologiques, spatiales et institutionnelles de la production du travail philosophique »*, mais aussi, de l'autre, grâce à un *« second massif d'archives »* (forcément limité), fait *« des usagers »* de la pensée de Michel Foucault, comment ceux-ci, *« loin du commentaire, de l'hommage ou de l'hagiographie »*, continuent *« à faire expérience à travers Foucault »*.
Expériences multiples, théoriques ou non, académiques et non académiques, littéraires, artistiques, militantes, qui sont autant de signes de cet indéniable *« effet-Foucault »*, dont ce *Cahier* souhaite également *« esquisser la cartographie provisoire »*. C'est finalement un *« Foucault vivant »* qui se dessine au fil des pages du volume, mais sans doute davantage encore un Foucault multiple, à travers certains textes écrits à des périodes différentes de sa vie (reproduits en fac-similés dans de nombreux cas) et, surtout, à travers les différents usages de son travail, qui finissent même par remettre en question cette *« posture philosophique »* si particulière qui est la sienne, sans cesse *« redéfinie en fonction des urgences et des soubresauts du monde, en fonction des exigences de la pensée »*.

_Olivier Doubre

Au programme, passer d'un travail « forcé » à un travail « choisi » et mettre en place une conversion écologique de l'économie.
JUPITERIMAGES/AFP

Les auteurs n'ont évidemment pas une vision unique ni exhaustive d'un nouveau modèle de société. Ils appellent en outre à démocratiser le débat public en organisant *« une délibération collective de qualité, au terme de laquelle des citoyens aussi bien informés que possible seront capables de décider ensemble des fins qu'ils poursuivent et des moyens nécessaires pour y parvenir »* (Dominique Méda). La définition de nouveaux indicateurs jouerait alors un rôle essentiel pour mesurer le développement humain durable de nos sociétés. Et de rompre avec l'importance du PIB.

On regrettera l'austérité d'une écriture universitaire parfois peu accessible pour qui ne s'est jamais penché sur ce que sont a-croissance, décroissance, *« état stationnaire »* ou *« économie soutenable »* (les auteurs ne s'accordent pas sur les termes). Mais ce langage, solidement argumenté à la lumière de théories économiques et sociologiques revisitées pour l'occasion, saura peut-être convaincre d'irréductibles croissancistes. *« Celui qui croit que la croissance peut être infinie dans un monde fini est soit un fou, soit un économiste »*, disait le regretté Kenneth Boulding.

_Lucie Girardot

MICHEL HUSSON
Membre du conseil scientifique d'Attac

Les fins et les moyens

Les entreprises vont bien, merci : les profits des 500 plus grandes mondiales ont augmenté de 18,7 % l'année dernière (selon Standard & Poor's). Cependant, *The Economist*, magazine ultralibéral (mais lucide), remarque aussi que *« les bénéfices de la reprise sont allés presque entièrement aux propriétaires du capital plutôt qu'aux travailleurs »*. Et cela dans des proportions sans précédent : aux États-Unis, les profits ont augmenté de 528 milliards de dollars depuis le début de la reprise, mais les salaires, de 168 milliards de dollars seulement. En Allemagne, 113 milliards d'euros sont allés aux profits et seulement 36 milliards aux salaires. Au Royaume-Uni, les profits ont augmenté de 14 milliards de livres, alors que les salaires baissaient de 2 milliards.

Pour Mervyn King, le gouverneur de la Banque d'Angleterre, c'est *« le prix à payer pour la crise financière et le nécessaire rééquilibrage des économies »*. Dans *Alternatives économiques* de mai, Patrick Artus ne dit pas autre chose : *« La seule solution consiste à serrer la vis budgétaire. »* Pendant ce temps, en France, certains économistes soutiennent qu'il n'y a pas de problème de partage de la valeur ajoutée. D'autres explorent les voies du protectionnisme fiscal et de la sortie de l'euro. Tout cela est assez décourageant et repose sur une double inversion.

La nécessaire rupture commence à l'intérieur d'un pays, mais c'est aussi une rupture avec l'Europe néolibérale.

La première consiste à transformer une question sociale (qui doit payer la crise ?) en un problème de monnaie (l'euro) ou de commerce (le libre-échange). Sortons de l'euro et mettons des taxes aux frontières, et la question sociale sera à moitié résolue. Mais c'est la poser à l'envers que de suggérer que l'austérité, la précarité, les inégalités viennent de l'extérieur et que l'on pourrait de cette manière les neutraliser. La réalité est plus complexe : la mondialisation et les délocalisations pèsent évidemment sur le rapport de forces, mais l'ennemi de classe est dans notre pays !

Poser les mesures protectionnistes comme préalable, c'est procéder à une seconde inversion, entre les fins et les moyens. La sortie de l'euro ou les taxes sur les importations ne sont pas des pierres philosophales capables de transformer l'horreur néolibérale en paradis égalitaire. On ne peut construire un projet de transformation sociale sur des mesures monétaires et commerciales sans commencer par dire quels sont les objectifs qu'elles sont censées accompagner. Par exemple : une autre répartition des richesses, une fiscalité antiprofiteurs, la socialisation des banques, la création d'emplois utiles, la réduction du temps de travail, la restructuration de la dette, etc. Voilà ce dont il faudrait discuter. Faute de quoi, et c'est une lourde responsabilité, le risque est grand que ce soit la droite nationaliste qui fournisse le mode d'emploi. La nécessaire rupture commence à l'intérieur d'un pays, mais c'est aussi une rupture avec l'Europe néolibérale, mise devant le fait accompli. Pour parer aux mesures de rétorsion, il faudra instituer un contrôle des capitaux, mesure protectionniste s'il en est. Mais on sait alors ce qu'on protège : la transformation sociale. Le bras de fer avec les institutions européennes s'appuierait sur une perspective d'extension et ne s'interdirait *a priori* aucune mesure. Y compris la menace d'une sortie de l'euro : mais il serait absurde de brûler d'emblée cette cartouche. Entre ces deux options stratégiques, il y a une autre différence : s'appuyer sur les aspirations à une vie décente, ou s'en remettre à des mesures techniques.